

L'intolérance islamiste prend en otage la liberté d'expression



Article rédigé par *Contrepoints*, le 21 octobre 2020

Source [Contrepoints] Au cœur du drame de Conflans-Sainte-Honorine, il y a la tragédie d'un enseignant assassiné pour avoir enseigné à ses élèves le sens de la liberté d'expression. Et de quoi rêvent nos gouvernants ? De la mettre encore plus sous tutelle.

Dans un entretien paru ce lundi dans [Le Parisien](#), Éric Dupond-Moretti a assuré que la lutte contre le terrorisme islamiste allait se faire « *dans le respect de l'État de droit* ». Le garde des Sceaux, réagissant au meurtre de Samuel Paty, y rappelait que la primauté du droit était gage de justice :

« Toutes les réponses que nous pourrons apporter à cet acte odieux se feront dans ce cadre impérieux. S'en affranchir, sous le coup de l'émotion, signifierait que les terroristes ont gagné. »

Toutefois, parmi les pistes que le gouvernement se propose d'explorer, Éric Dupond-Moretti a évoqué le retour de la [loi Avia au niveau européen](#), ainsi que la possibilité de lever l'[anonymat en ligne](#), même s'il prend soin de préciser que la question est infiniment complexe.

« Le chemin de crête à trouver avec la garantie de la liberté d'expression est ténu. Il ne s'agit pas d'aller vers quelque chose qui ressemblerait à une censure, alors même que les terroristes cherchent précisément à attaquer notre liberté d'expression. »

Éric Dupond-Moretti avait-il en tête les déclarations des politiciens et des journalistes qui, à peine le meurtre perpétré, réclamaient déjà davantage de contrôle des réseaux sociaux, de restrictions à la liberté d'expression et un encadrement des transactions financières de type bitcoin ?

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)